

Ça suffit !

La Colombie et le Cauca souffrent et nécessitent la solidarité !



*Pour ceux qui ont fait couler le sang sur la Patrie... je demande châtement.
Pour le bourreau qui a demandé cette mort... je demande châtement.
Pour le traître promu grâce au crime... je demande châtement.
...
Pour ceux qui ont défendu ce crime... je demande châtement.
...
Je veux les voir jugés ici sur cette place en ce lieu... je veux un châtement.*

Pablo Neruda

Nous, les soussignés, citoyens du monde, organisations internationales et de solidarité, face à la grave situation humanitaire que connaît la Colombie, sur la base de pactes et accords internationaux, nous demandons au gouvernement colombien de garantir la vie des dirigeants sociaux, ainsi que les droits à la liberté d'expression et d'organisation. [Toutes les 41 heures un dirigeant social est assassiné en Colombie](#)ⁱ.

Ça suffit ! Nous dénonçons l'accentuation du conflit armé, social et économique, de l'État colombien sur toute l'étendue du territoire colombien, affectant cruellement la population et ses dirigeants, l'aberration étant l'intensification de massacres et d'assassinats sélectifs à la suite de la signature de la Paix avec les FARC. [Plus de 1000 dirigeants sociaux et défenseurs de droits humains ont été tués ainsi que 263 signataires des accords de paix](#)ⁱⁱ. Dans le premier trimestre du 2021, 39 dirigeants sociaux ont été assassinés et 23 massacres ont eu lieu sur le territoire colombien. [L'ONU a dénoncé le fait que 255 dirigeants sociaux ont été assassinés et 66 massacres ont été commis durant l'année 2020](#)ⁱⁱⁱ.

Ça suffit ! Dans cette tragédie, la région la plus affectée est le département du Cauca, de 1 300 000 habitants, majoritairement des communautés paysannes, indigènes et afro-descendantes, installées sur une superficie équivalente à celle de la Belgique. Au Cauca 7 dirigeants sociaux ont été assassinés et 3 massacres ont été commis pendant les trois derniers mois, malgré le fait que le gouvernement a augmenté la présence des forces militaires (plus de 8 000 hommes), le convertissant en département le plus militarisé de Colombie. La semaine passée une voiture-bombe a explosé devant la mairie de Corinto, avec le triste résultat de dizaines de blessés. Selon Indepaz, **entre 2015 et 2020 dans le département du Cauca 267 dirigeants sociaux ont été tués**.

Ça suffit ! Nous dénonçons l'accentuation de la violence qui frappe la Colombie aujourd'hui, causée par la criminelle politique du gouvernement d'Ivan Duque, qui a insisté pour imposer la guerre, refusant une issue politique au conflit, il a ignoré les avancées et les propositions venues des communautés, dans le même temps qu'il permettait la présence généralisée et renforcée des bandes narco-paramilitaires dans les territoires, où malgré la forte militarisation ils se déplacent, menacent et assassinent en toute impunité.

Ça suffit ! Nous exigeons du gouvernement colombien de faire le nécessaire pour que cessent les actes de stigmatisation, persécution et criminalisation contre les dirigeants sociaux et leurs organisations, en punissant les responsables ; nous sollicitons aussi la suspension des détentions arbitraires des dirigeants sociaux, protagonistes de la construction d'un pays juste et en paix.

Ça suffit ! Nous sollicitons les gouvernements du monde et les institutions et organisations internationales [d'initier des actions urgentes de solidarité avec les organisations sociales colombiennes et avec les victimes du Cauca](#), de façon à arrêter le conflit armé, social et économique et à obtenir du gouvernement colombien qu'il prenne les mesures pertinentes qui mettent un terme à ce génocide, ainsi que les vols de terres, les déplacements de population, les dommages à l'environnement et la narcotisation des territoires et de l'économie colombienne.

Nous proposons donc aux citoyens du monde d'intercéder auprès de leurs institutions et autorités pour les traités de libre-commerce en vigueur avec la Colombie soient suspendus temporairement et vertu de la clause conditionnelle de respect des droits humains et en application du principe de précaution face à la puissance de la mafia et le blanchiment des actifs.

Déclaration publique adressée à la Présidence de la République, la Défense du peuple et au parquet de la nation, avec copie à la Commission des droits humains du Parlement européen, à la Commission des droits humains de l'ONU, aux partis politiques européens, aux syndicats, aux organisations de solidarité européennes et aux médias, avec les signatures suivantes,

Signataires:

ATTAC - France, Ligue des Droits de l'homme - France, Le Mouvement de la Paix - France, France Amérique Latine - Gentilly, Culture Milonga - Paris, Casa por la paz en Colombia - Paris, Hernando Calvo Ospina - escritor, Colombia/Francia, Association Reencuentro Marimba y Bomba - Paris, France Amérique Latine - Poitiers, TIO Francia, Periódico virtual La pluma - Paris, Théâtre d'Or - Francia, Ciudadanías por la paz de Colombia - Paris, Colombia vida paz y dignidad - Lyon...
Comité de Solidaridad con América Latina COSAL - Asturias, Internacionalista Corriente Sindical de Asturias CSI, Pueblo y Dignidad de Asturias, Asociación Astur Cubana Bartolomé de las casas SUATEA Sindicato Unitario y Autónomo de Trabajadores de la Enseñanza de Asturias...
Asociación Internacional de Derechos Humanos y Desarrollo Social AIDHDES - Ginebra, Ceiba vieja - Ginebra, Colectivo Europeo de la Diversidad Ecuatoriana - Ginebra...
Comité Carlos Fonseca de Roma, la Confederación Nacional de los Comités de Bases COBAS - Italia, el Centro Social Ocupado y Autogestionado "Ex Snia" - Roma
Collectif Saya Bruxelles...
Kolumbienkampagne Berlin...

ⁱ https://caracol.com.co/radio/2021/01/26/judicial/1611683689_058206.html

ⁱⁱ <https://www.aa.com.tr/es/mundo/indepaz-en-colombia-971-l%C3%ADderes-han-sido-asesinados-desde-la-firma-del-acuerdo-de-paz/1924456>

ⁱⁱⁱ <https://news.un.org/fr/story/2020/12/1084552>